

# Ulcoss : les uns poussent les autres dénoncent

*Le projet est encore loin d'être engagé que le voilà déjà dénoncé par sept associations environnementales. En cause ? Ulcos et son système de captage et stockage de CO<sub>2</sub>. La communauté scientifique elle-même est divisée.*

Le Président Nicolas Sarkozy vient de rappeler lors de sa dernière visite en Lorraine que le projet *Ulcoss* (production d'acier à très basses émissions de CO<sub>2</sub>) de Florange était « une priorité stratégique absolue » et que l'Etat versera, dès que l'Europe aura donné le feu vert, les 150 millions d'euros nécessaires. Une déclaration qui fait suite au soutien affiché par François Hollande, le candidat socialiste, mais aussi à celui de la plupart des élus locaux et régionaux, des ouvriers et représentants syndicaux des usines *ArcelorMittal* de Lorraine, de Luxembourg et de Belgique.

Difficile dans ce concert de soutien au projet, considéré comme l'unique chance de sauver la sidérurgie lorraine, de faire entendre une voix dissonante.

Les sept associations environnementales qui avaient dénoncé à l'été 2011 « un risque majeur pour l'environnement et les habitants de la zone concernée », ne désarment pourtant pas, sûres de leurs arguments et « rassurées » dans leur démarche par des publications scientifiques explicites sur la technologie de captage de CO<sub>2</sub>.

« Le 19 octobre, le ministre de l'Industrie a accordé à la société *ArcelorMittal* un permis exclusif de recherches de formations souterraines aptes au stockage géologique du dioxyde de carbone industriel en Lorraine. Cette décision, qui voudrait marchander la pérennité des emplois sur Florange avec les différentes



**Les associations environnementales préféreraient voir les subventions investies dans des puits de carbone ou de la recherche sur les énergies renouvelables.** Photo Julio PELAEZ

phases du projet, a été prise sans information préalable du public quant aux risques environnementaux et sans aucune justification vis-à-vis de l'insertion d'*Ulcoss* dans une quelconque politique énergétique cohérente. Les plus de 400 millions d'euros de subventions publiques sur ce dossier pourraient être utilisés à l'économie d'énergie, à la recherche et au développement des énergies renouvelables ou la valorisation des puits de carbone naturels que sont les forêts », explique Isabelle Wolff, présidente de

l'Association pour la préservation de la qualité de vie (Apequa).

**« En forte concentration, le CO<sub>2</sub> est bien mortel »**

En compagnie des représentants de Mirabel-LNE, Association agréée pour la défense de l'environnement et la lutte contre la pollution en Moselle-Est, Flore 54, Empreinte positive, Meuse nature environnement, les membres d'Apequa, basée à Longuyon, ont commencé leur

difficile travail d'information de la population. « On communique, on va informer les gens par tractage dans les villes du territoire concerné (3 450 m<sup>2</sup> du Pays-Haut à la Meuse en passant par la Moselle NDLR), on nourrit nos sites internet. Au niveau de la vallée de la Fensch, on essaie d'expliquer et d'avoir des discussions constructives. Mais c'est difficile, car c'est normal que les sidérurgistes défendent leurs emplois. On n'est pas contre eux, on leur dit simplement les choses. Des publications de scientifiques ou de jour-

naux comme Science et vie le réaffirment, et même *ArcelorMittal* dans sa notice d'impact : le CO<sub>2</sub> est un gaz mortel, à partir d'une certaine concentration, que certains estiment entre 7 et 20 % dans l'air. Et on va nous en mettre sous les pieds pour contenter les industriels et élus ? On ne va pas se laisser faire. »

Outre le fait de transformer la région en « région-poubelle, que nos enfants devront subir », un autre point excède Isabelle Wolff et ses collègues. « Les responsabilités en cas de problèmes ne sont pas définies dans ce dossier, tout comme le cadre législatif. On ne peut l'accepter. Qui payera en cas d'accident ? Rien n'est dit. Et puis cette technologie de captage et de stockage est encore très fortement remise en cause par la communauté scientifique, car elle n'est pas sûre. Les forages peuvent provoquer des microséismes locaux. »

Du côté d'*ArcelorMittal*, qui fait partie du consortium d'industriels européens qui portent le projet *Ulcoss*, on ne s'inquiète pas outre mesure. Chrystele Ivins, de la communication France : « Notre position reste la même. On a eu le permis d'explorer, le projet suit donc son cours. Si on doit un jour intervenir, on le fera lors des réunions qui se tiendront dans le futur. Le dossier n'a pas avancé, mais devrait s'accélérer en 2012. »

**Sébastien BONETTI.**